

LOGEMENT : NON AUX EXPULSIONS

Alors que chaque année l'Etat organise l'expulsions de 100000 logements, l'arrivée en fin de droit de près d'un million de chômeurs, les laissés pour compte de la crise, ne va que renforcer cette situation absurde : d'un côté de plus en plus de personnes qui ont du mal à se loger (600.000 foyers en situation d'impayé), 100000 personnes qui dorment dans les rues, de l'autre un nombre écrasant de logements vides. La multiplication du nombre de logements laissé vides permet, par effet de contrepoids (moins de logements disponibles), de garantir la flambée des loyers et par là de multiplier les gains des propriétaires. 136 000 logements vides (10,3% du parc), 16000 logements vides sur Lyon, la situation est d'autant plus insupportable lorsqu'on connaît la violence des expulsions pour lesquelles collaborent de plus en plus les forces de police (8850 ménages expulsés par la police en 2005 contre 4866 en 1999).

Avant même le fait de se nourrir, le logement est la première source d'inquiétude et de dépense des travailleurs et travailleuses, en activité ou non, En vingt ans les loyers ont doublés dans le privé, et ont augmenté de 50 % dans le public. Pour toutes et tous il est de plus en plus difficile de se loger décemment.

Face aux locataires les plus précaires, l'Etat fait miroiter la possibilité de certains recours individuels (loi Dalo...) qui leur permettraient d'accéder à un réel logement. Ces dispositifs ne sont en réalité que des impasses poussant les travailleur-euse-s à chercher des solutions individuelles et ainsi par là renoncer aux ressources collectives acquises par la lutte. Car seule la lutte paie, seule la mise en place d'un rapport collectif nous permettra de rompre avec la situation actuelle où règne le chacun pour soi et où les propriétaires ne font que s'enrichir, aidés pour cela par l'Etat. Se loger doit passer avant le droit de propriété, que

Ne restons pas seul-e-s, face aux problèmes de logement nous sommes tou-te-s concerné-e-s!

Pour une réelle solidarité entre habitant-e-s, précaires ou non, organisons nous en Comités de quartier !

Manifestation contre les expulsions : 20 mars à 15 heures place des Terreaux !

**Coordination des Groupes Anarchistes
de Lyon**

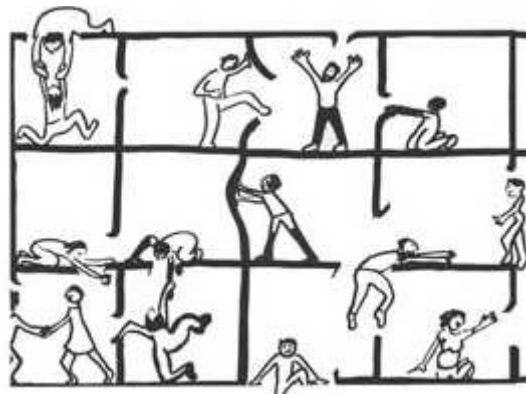
c/o La Plume Noire
19 rue Pierre Blanc
69001 Lyon

Ouverture du mercredi au
vendredi de 17h à 19h
samedi 15h-19h

www.c-g-a.org

04-72-00-94-10
groupe-lyon@c-g-a.org
www.laplumenoire.org

CGA
Coordination des
Groupes
Anarchistes



l'on soit précaire ou non, nous sommes tou-te-s concerné-e-s.

Les tentes de mal-logé-e-s et les campements de locataires expulsés n'ont pas eu raison de ces logiques globales d'expulsions, ni ne nous permettront de sortir de cette machine précarisant toujours plus les travailleuses et travailleurs allant jusqu'à leur retirer la satisfaction des besoins nécessaires : celles de se loger dans des conditions dignes. Rappelons que la lutte autour des campements lancés par les Enfants de Don Quichotte a entraîné la mise en place en 2007 de la loi Dalo permettant aux mal-logé-e-s d'attaquer l'Etat pour obtenir un logement. Celle-ci

a été peu appliquée si bien que, deux ans plus tard, les associations (Droit.Au.Logement...) tiraient la sonnette d'alarme. Pour imposer le respect de tous et toutes et la dignité de chacun, il est nécessaire d'opposer aux propriétaires et à l'Etat qui expulsent, un rapport de force réel, seule alternative pour imposer l'égalité et garantir la justice sociale. Cela passe par la réunion et l'organisation des

locataires du privé ou du public, des surendetté-e-s et des sans-bail, en comités de logement dans les quartiers où ils vivent. Cela passe par l'organisation de la grève de loyers, l'occupation des logements vides pour affirmer le refus que certains ne puissent se loger sous prétextes de ne pouvoir engraisser davantage les propriétaires.

Alors que les mairies font des cadeaux aux propriétaires pour les pousser à louer les logements vides (paiement des loyers par la mairie comme à Toulouse), il ne tient qu'à nous d'opposer nos propres règles face à ces exploiters et imposer que le logement devienne une condition collective minimum pour chacun-e. Seules l'expropriation de tous les logements et leur réquisition comme à Saint Denis en 2009, nous permettra d'organiser leur répartition et poser les bases d'une société égalitaire.